

«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

La Commune

n° 116

Mensuel de l'organisation *La Commune - Pour un Parti des Travailleurs*
membre du courant international *Mouvement socialiste des travailleurs (IVe Internationale)*

Avril 2017
2,50 €



**Salariés,
chômeurs,
jeunes**

**NOUS COMPTONS D'ABORD
SUR NOS PROPRES FORCES**

La grève générale en Guyane *lire p. 5*

Dossier : Pour un parti des travailleurs *lire pp. 6 et 7*

Le terrorisme barbare des État en Syrie et en Irak *lire pp. 10 et 11*

L'actualité en quelques brèves

Résignation ? Quelle résignation ?

Plus d'un million de jours de grève ont été dénombrés entre mi-janvier et mi-mars de cette année (sources : page Facebook *luttessinvisibles*). À part ça, les travailleurs seraient résignés et la lutte des classes serait une sorte de vague idée périmée. Cherchez l'erreur...

Sarko, le retour IV

Notre bien aimé ex vient de nous faire pousser un OUF de soulagement. *Sarkozy serait prêt « à prendre ses responsabilités » si Marine Le Pen ou même Emmanuel Macron accédait à l'Élysée, car ce serait « le chaos » assuré.* (*lepoint.fr* 24/03)
Elle est pas belle la vie ?

Puisqu'on vous dit que ça ne se décrète pas !

Le 27 mars débutait la grève générale illimitée en Guyane. Alors camarades Mailly - Martinez ? On ne vous a jamais demandé de décréter quoique ce soit. La grève générale, il faut déjà commencer par ne pas l'éviter, ne pas la combattre, ne pas la fuir.

Valls aux adieux !

L'inénarrable Valls, roi du 49-3 qui voulait supprimer le 49-3, pompier-pyromane de l'état d'urgence, plus opportuniste que lui tu meurs, va donner sa voix à Macron qui ne lui en demandait pas tant... Mais le nabot d'Évry ne s'arrête pas là puisqu'il se dit « prêt à travailler avec Fillon » si besoin. C'est tout ? Et Le Pen ? Pourquoi pas Franco ! On sait jamais...

Des aveux !

Alexis Corbière, lors d'une réunion publique, a craché le morceau : « *Même si Mélenchon était élu, il faudra une mobilisation indépendante du pouvoir, qui se battra pour que nombre de batailles qui ont été la dynamique de cette élection aient la possibilité d'être réalisées : l'abrogation de la loi El Khomri ; l'abrogation de la loi Touraine (...)* ». (*Informations ouvrières* n°446)



Si même Corbière admet que son gou-rou est un miroir aux alouettes...

Ça donne envie...

Ils voteront Macron : Jacques Attali, Pierre Bergé, Robert Hue, François Bayrou, Bernard Kouchner, Bertrand Delanoë, Claude Bartolone, Manuel Valls, BHL... Avec de tels soutiens, pas besoin de détracteurs, tout est dit !

Fillon dans le pétrin

Après avoir reçu des œufs dans le Pays basque le mois dernier, François Fillon a expérimenté la farine sur costard (à 6500 euros) à Strasbourg le 6 avril dernier. De cette façon, il a été « blanchi ». Lui qui déclare ne pas réussir à mettre d'argent de côté, il va pouvoir s'exercer avec les denrées alimentaires.



Chacun son boche ?

Mélenchon sur twitter : « *Nous sommes des indépendantistes. La France doit être indépendante.* » Mais qui donc occupe la France ? Les allemands ? Les romains ? Les Wisigoths ? Les « *travailleurs détachés qui volent le pain de ceux qui sont sur place* » (JLM dixit, au parlement européen) ? Peu importe, La France insoumise prend le maquis !

2403...

Sur la page Facebook *luttessinvisibles* on trouve une « *Liste non exhaustive de procès, condamnations, poursuites, discriminations et sanctions sur les treize derniers mois à l'encontre de 2403 militants, manifestants, grévistes et syndicalistes.* » Belle illustration du travail de l'État bourgeois grâce à Hollande-Valls-Cazeneuve.

Macron, confusion

Pauvre Macron... Après avoir pris sa prof de français pour sa femme, la banque Rothschild pour un lieu de travail, un meeting à Marseille pour le Cours Simon et la Guyane pour une île, le voilà qui cite du Chevalier-Laspalès en disant que c'est du Michel Audiard. (*huffingtonpost.fr*, 10/04/17) Ça fatigue une campagne !

Contrôle au faciès

Le candidat Hollande de 2012 avait promis de lutter contre. Il s'est dépêché de ne rien faire. Trois lycéens, pas assez pâles, se sont récemment fait contrôler par la police devant toute leur classe au retour d'un voyage scolaire, malgré la tentative de leur professeure de s'interposer. Excédés ils ont décidé de porter plainte contre l'État pour « *discrimination raciale* ». (*www.francetvinfo.fr*, 11/04)

Jérôme Lefaure,
13 avril 2017

Éditorial

Le fond de l'air

SOMMAIRE

Pages

• Bloc notes.....	2
• Editorial.....	3
• Chronique d'une chute de régime..	4
• Guyane.....	5
• Dossier du mois.....	6
• Hommage à Claude Monnier.....	8
• Argentine.....	9
• Syrie - Irak.....	10
• Notes de lecture.....	12
• Histoire.....	14
• Théorie-Formation.....	15

À quelques jours du premier tour de « l'élection suprême » (Dupont-Aignan dixit), c'est l'incertitude totale. Les cercles dirigeants du capital sont eux-mêmes désorientés. Toutes leurs « cartes » semblent griller les unes après les autres. Juppé, puis Fillon et, maintenant, Macron ? Soudain, surgit Jean-Luc Mélenchon, dont les meetings diffusent l'air du temps. Nouvel épouvantail ou nouvelle « carte » ? Difficile de le savoir. Les deux à la fois, qui sait ?

Le mécanisme des élections est complètement dérégulé. Seul Mélenchon semble y survivre. L'insoumis se fait raisonnable et raisonné. Il jure à présent qu'il ne veut pas sortir de l'UE. Pour qui en douterait, la clémente Autain nous édifie : « *Nous souhaitons rester dans le cadre européen. On peut rester dans l'euro* ». Mélenchon qui disait que pour renégocier en position de force, il fallait commencer par dire « *L'Europe, on l'aime ou on la quitte* » avec des bouffées de germanophobie contre « *l'Europe de Merkel* », change de ton et assure que « *l'Allemagne est notre partenaire* » (lors du débat des 11 candidats). Pendant que Mélenchon enchante, Fillon et Macron menacent. « *Ordonnances pour réformer le Marché du travail* », « *traitement de choc* » contre les salariés, leurs droits, leurs familles, leur santé et leur vie. Loin d'apaiser les esprits, les élections ajoutent encore de l'électricité dans l'air. Il est question des « centaines de milliers de travailleurs » qui se mobiliseraient, paraît-il, derrière la FI. Des centaines de milliers de travailleurs qui ont fait grève ces deux derniers mois pour leurs effectifs, leur statut, leurs salaires, en comptant sur leurs propres forces, il en est beaucoup moins question.

Les événements qui secouent la Guyane semblent alors, dans l'air du temps qui est diffusé, appartenir à un autre monde, un autre temps. Les travailleurs et la population de Guyane cherchent à arracher de l'État les moyens de vivre : l'eau, l'électricité, les soins. Dans la grève générale unie, ils exigent le réengagement financier de L'État et les milliards qu'il leur doit. Là est le fond de l'air : dans les grèves en « métropole » et « outre-mer », dans le processus engagé au printemps 2016. En réalité ce combat n'a souffert

aucune interruption, en dépit des efforts des hautes-bureaucraties syndicales pour cloisonner, disperser et morceler la résistance incompressible des salariés, tout en cherchant à noyer les revendications vitales dans les « propositions » les plus fumeuses. Ces élections folles sont, au fond, une veillée d'arme. La population ne veut plus vivre comme avant, ne veut plus supporter plus longtemps le travail précaire, les salaires réduits à des portions de misères, le temps de travail flexible, les sacrifices pour payer le loyer, le management infernal, la désorganisation des transports urbains, la mise en pièces des hôpitaux, la liquidation des services publics de proximité, la désertification de régions entières.

Dans cette situation, tendue à refus, la moindre étincelle risque de déclencher une explosion révolutionnaire dans tout le pays, c'est-à-dire l'irruption soudaine et spontanée de la population travailleuse et pauvre autour de ses revendications vitales, pour porter un coup d'arrêt à tous les « traitements de choc » capitalistes et à toutes les entourloupes. Les choses sont déjà allées trop loin sous ce quinquennat répulsif, aux yeux d'une large majorité de salariés et de jeunes. Aucun remaniement du « personnel politique » à la tête de L'État n'aura raison des aspirations simples du peuple des exploités et des opprimés de ce pays. La magie du verbe et les « bons mots », les « buzz » synthétiques ou ludiques sonnent bien à l'oreille dans l'atmosphère « électorale » et offrent parfois un exutoire passager ou folklorique et même « écologique ». Dans la vraie vie, c'est un front du refus qui se dresse contre le vieux régime, contre les « réformes » et les « sacrifices ». Dans ce front du refus, peut naître un nouveau parti, un parti de classe, c'est-à-dire, un parti de lutte de classes et non de « lutte des places ».

13 avril 2017

1. <http://www.lepoint.fr/presidentielle/manque-rubrique-autain-met-en-garde-contre-les-amalgames-entre-le-pen-et-melenchon-13-04-2017...>

ABONNEMENT

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal, ville :

Onze numéros : 26 €

Abonnement de soutien : 40 € ou plus

Chèques à l'ordre de : **ADIDO**

A retourner avec le présent bulletin (ou copie) à :

ADIDO

8, rue de la Forêt Noire
34 080 MONTPELLIER

Chronique d'une chute de régime

Effondrement en cours

Sous les coups de boutoir de la lutte des classes, complètement désarticulé depuis le mouvement du printemps 2016 contre la loi El Khomri, le régime réactionnaire de la Ve République est mourant, en phase terminale, placé sous soins palliatifs. Sa mort est inéluctable. Et avec lui, disparaîtront tous ses séides et fidèles laquais dans les poubelles de l'Histoire. Dès à présent, Tous les partis qui ont présidé aux destinées de la Ve République, ce régime antidémocratique, sont disloqués.

LR, le parti gaulliste qui n'a plus de gaullien que sa « prestigieuse » généalogie, tant il est empêtré dans les affaires et les scandales de son héraut François Fillon. « *Qui imagine le général De Gaulle mis en examen ?* », tonnait Fillon durant la primaire, légitimant sa stature de « Monsieur Propre », blanc comme l'agneau venant de naître... Qui imaginait que celui qui avait « déjà gagné l'élection présidentielle » il y a quatre mois serait mis en examen ? Personne !

Dislocation de LR « en marche »

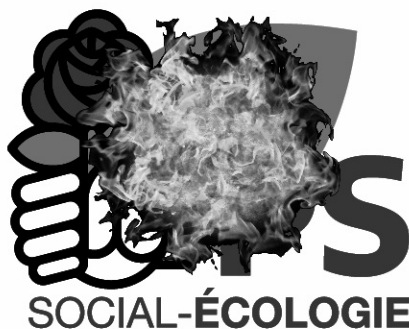
Et pourtant, le « PénélopeGate », l'affaire des emplois fictifs de son épouse et de ses enfants, est passé par là. Fillon est aujourd'hui mis en examen et accusé de détournement de fonds publics, de complicité et recel de détournement de fonds publics, de complicité et recel d'abus de biens sociaux, de manquements aux obligations de déclaration à la haute autorité de la vie publique. Celui qui prônait l'exemplarité, des économies, du sang, des larmes et des sacrifices, les réservait aux autres... Le million d'euros de revenu perçu illégalement par sa famille, les costumes à 6 500 euros pièce ou les montres à 10 000 euros offerts par ses « amis », dont le barbouze Robert Bourgi, ont fini de le discréditer aux yeux de tous. Conséquence, la dislocation de LR est « en marche ».



Robert Bourgi

Explosion du PS en cours

Parallèlement, le PS vit le même « processus ». La victoire de Benoît Hamon à la « primaire » a, en définitive, accéléré le processus de décomposition et d'explosion du PS. Le candidat est trahi, lâché, abandonné par les siens. La liste des déserteurs s'allonge de jour en jour : Manuel Valls, Jean-Yves Le Drian, Bertrand Delanoë, Jean-Paul Huchon, Thierry Braillard, Bernard Poignant, Daniel Vaillant, Bernard Kouchner, Marie-Guite Dufay. Tous parient sur la « gamelle » Emmanuel Macron.



Le « sauve qui peut » est général et oblige le premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis à appeler à « l'unité et à la loyauté » derrière Hamon : « *Pour surmonter la fragmentation française, le parti socialiste est indispensable. Il lui faut de la loyauté, de l'unité et une puissante rénovation* ». En clair, pour Camba, il faut surmonter le risque d'explosion du PS et tenter de maintenir l'unité du parti derrière Hamon. La « synthèse » est faite par Michel Sapin qui dit tout haut ce que pense tout bas une majorité des loyalistes du PS : « *le candidat socialiste, c'est Benoît Hamon. Je voterai pour lui. (...) Je ne manquerai pas à ma famille politique* », tout en précisant qu'il ne soutenait pas le projet de Hamon et en pointant « l'absence de responsabilité » du candidat. Hamon est soutenu par les loyalistes du PS comme la corde soutient le pendu...

Comme le PASOK en Grèce, le PS est tout simplement menacé de disparition. C'est la fameuse « fragmentation », mais du PS. Car Hamon est donné à 8 % dans les sondages d'intention de vote quand Jean-Luc Mélenchon, le gourou de la *France Insoumise*, est crédité d'environ 18 %. La présence au second tour de ce dernier, dont la candidature est littéralement propulsée par les médias et la bourgeoisie, n'est plus un scénario écarté. Et Hamon de prévenir que si tel était le cas, face à Marine Le Pen, il voterait sans hésiter Mélenchon plutôt que Fillon ou Macron.

Un profond rejet

Jamais, un parti et un pouvoir sortants n'ont été dans une telle situation. En juin 2012 Hollande et le PS avaient tous les pouvoirs en main : ils étaient majoritaires à l'Assemblée nationale, majoritaires au Sénat, ils dirigeaient 21 conseils régionaux sur 22, ils présidaient plus de la moitié des conseils départementaux et administraient une majorité de grandes villes (Lille, Paris, Lyon)...

Or, en avril 2017, l'effondrement sur pied du PS, est le fruit direct du rejet des politiques anti-ouvrières, anti-jeunes, anti-immigrés, menées pendant cinq ans par le PS, Hollande et le MEDEF. D'ailleurs, les sondages ne s'y trompent pas. Tous font part d'un fait marquant, mais qu'il ne faut surtout pas analyser : l'abstention. Véritable grève du vote, l'abstention se situe, à quinze jours du premier tour, entre 30 et 35 %, explosant tous les records de l'histoire de la Ve République. Car moins que jamais, la classe ouvrière n'attend quoi que ce soit de ces élections.

Salariés, chômeurs, retraités, jeunes savent pertinemment qu'aucun candidat, aucun parti, ne répondra à l'urgence de leurs besoins vitaux que sont : un vrai travail, un vrai salaire, abolition du travail précaire ! Qu'ils s'en aillent tous, qu'il n'en reste aucun !

Wladimir Susanj,
08 avril 2017

Guyane

La Grève générale en Guyane

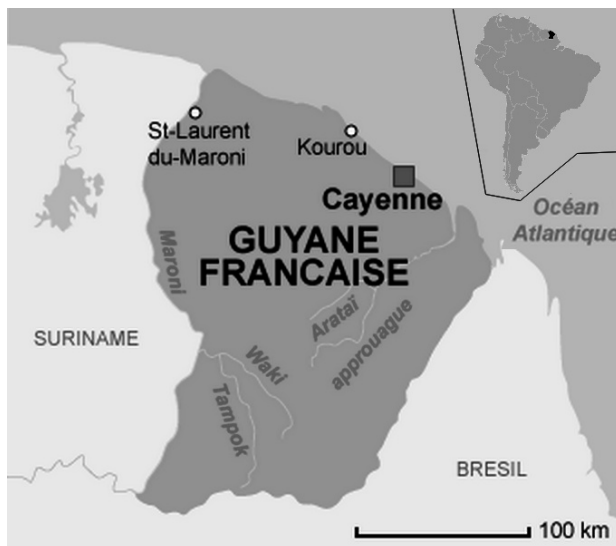
Depuis plusieurs semaines les habitants de Guyane se mobilisent contre des conditions de vie et de travail d'une terrible précarité. Le peuple guyanais s'inscrit dans la lutte et la grève. Ce mouvement, d'une ampleur exceptionnelle, trouve ses racines dans le dénuement de la population et la disparition programmée des services publics. Les amérindiens, les plus pauvres des plus pauvres, trouvent dans le mouvement un écho à leurs propres revendications. L'unité des travailleurs est seule garante de la victoire de la grève générale, leur lutte est la nôtre.

Kourou ne répond plus

Ce grand mouvement n'est pas sans nous rappeler celui de 2008-2009 mené par le Collectif contre l'exploitation (LKP) en Guadeloupe. La mobilisation s'organise avec des barrières bloquant les endroits stratégiques et l'entrée de Cayenne. La grève générale, lancée par l'Union des Travailleurs Guyanais (UGT) et effective depuis le lundi 27 mars, est suivie très largement par l'ensemble des salariés et des sans-emploi. Au grand détriment du gouvernement, Kourou ne répond plus. L'économie est bloquée, mais quelle économie ! Il faut un inventaire à la Prévert pour décrire la situation des guyanais.

Un département d'outre-mer dans le coma

La Guyane compte un peu plus de 200 000 habitants, le taux de chômage est estimé entre 20 et 25% de la population, tandis que chez les 18-25 ans ce sont presque la moitié d'entre eux qui pointent à pôle emploi. Selon l'Insee, le taux de pauvreté s'élève à 19 % en Guadeloupe, 21 % en Martinique et 44 % en Guyane. Il faut savoir que l'Insee n'a pas retenu le seuil de pauvreté de 60 % du niveau de vie médian national, mais 60 % du niveau de vie médian du département, soit 558 euros. Une nouvelle tromperie de nos gouvernants qui ne voient dans les Dom-Tom que des paradis touristiques. Les services publics sont exsangues, au sein de l'éducation nationale les syndicats estiment qu'à ce jour, les besoins sont de cinq lycées, de dix collèges et de cinq cents classes de primaire. Plus de 3000 enfants de 3 à 16 ans ne sont pas scolarisés, plus d'un tiers de jeunes est en situation d'illettrisme. La politique de casse systématique de l'hôpital public fait des ravages. L'espérance de vie est de trois ans inférieur à celui de la métropole, le taux de mortalité infantile est de 12,1 pour 1000 naissances contre 3,7 en mé-



tropole en 2007, le taux de contamination au VIH était de 140 contre 50 en 2012. Le centre hospitalier de Cayenne présente un déficit de 45 millions d'euros et un retard de paiement de 25 millions, le Centre Médico-Chirurgical de Kourou est en passe d'être cédé au secteur lucratif privé. L'inventaire de la casse montre à quel point les gouvernements successifs ont sacrifié la Guyane.

Les peuples autochtones se mobilisent

Les Amérindiens sont aussi dans la rue et dans la grève. Les 10 000 Amérindiens (répartis en six peuples : Arawak, Kali'na, Palikur, Teko, Wayana et Wayapi) vivant en Guyane réclament le droit de disposer d'eux-mêmes. Leurs revendications sont multiples : la santé, le désenclavement de leurs villages, la préservation et la reconnaissance de leur culture ou l'arrêt des projets de méga-exploitation minière et de l'orpaillage illégal. L'orpaillage passe par l'utilisation du mercure. La déforestation qu'elle entraîne libère également le mercure présent dans le sol. Le mercure provoque dans la population la terrible **maladie de Minimata** qui se traduit par une perte de motricité, des décès d'en-

fants et des cas de folie. Le mercure ingéré par les poissons, source principale d'alimentation des habitants provoque des troubles graves, attaquant le foie ou les reins. La maladie s'attaque aux muscles, aux reins et au foie. L'État est responsable de ce désastre écologique et de la catastrophe sanitaire qui en découle.

Pour arracher les moyens de vivre

La question de la terre est centrale pour les peuples autochtones : la colonisation fait que 95 % du territoire guyanais est la propriété de l'État français. Les Amérindiens revendiquent 400 000 hectares afin de préserver leurs coutumes et l'avenir de leur peuple. L'ensemble de ces revendications sont reprises par le collectif « *Pou La Gwiyan dékolé* ». **Les travailleurs et la population de Guyane exigent les milliards de L'État qui leur sont dus, ils veulent les moyens de vivre, de se loger, de s'éclairer, de s'instruire, de se soigner.**

La grève générale a imposé au gouvernement d'ouvrir des négociations, le blocage du site de Kourou est une carte maîtresse dans leur lutte. Mais le bilan de la grève de 2008 en Guadeloupe nous a enseigné que leur victoire ne sera possible que si les travailleurs de métropole sont à leurs côtés. Les directions syndicales doivent lancer un grand mouvement de solidarité pour faire plier l'État. Leur lutte est la nôtre, leur victoire sera la nôtre.

**Francis Charpentier,
05 avril 2017**

Dossier du mois

Comment naît le besoin d'un parti des travailleurs

« Personne ne nous représente ». Cet ouvrier de Roubaix sollicité par le Point ¹ à propos des élections exprime la sensation de millions de salariés. Beaucoup de gens ne supportent plus ces partis et mouvements qui se proclament de leur côté pour mieux les tromper, ils ne supportent plus la démagogie et l'intox électorales sur fond de « lutte des places ». Des syndicalistes pensent que la « contestation sociale » va « glisser » vers « des objectifs de représentation politique qui lui soient propres »². En filigrane, le besoin d'un nouveau parti ouvrier se fait sentir.

Bien évidemment, les médias subventionnés et contrôlés par de grands groupes financiers nous parleront de tout autre chose. Dans l'imédiat, ces médias prétendent sélectionner par avance le prochain chef de L'État (Macron) mais aussi « celui qui représente le mieux la gauche » (Mélenchon). À cet égard, on ne peut pas dire que les sondages soient truqués. Les sondages se contentent juste d'occulter le plus possible les intentions de ne pas voter et le rejet de plus en plus massif de ces élections d'un roi sans couronne sur fond d'affaires de détournement de fond, d'emplois fictifs, de conflits d'intérêt, de favoritisme qui suscitent un profond dégoût dans toute la société civile.

La magie du verbe et la vraie vie

Contraints d'évoquer les grèves les plus frappantes, les médias passent sous silence le fait qu'en deux mois, plus d'un million de journées de grève ont été recensées, ce qui est rarissime en période électorale « pestilentielle ». Ils ne font aucun cas des 21 000 morts de la grippe cet hiver. Et, ainsi de suite. À la longue, ceux qui prétendent nous informer tombent victimes de leur propre intoxication et de leur propre aveuglement volontaire.

À force d'avoir les yeux rivés sur la prétendue montée du FN ou de se ravir des saillies de Mélenchon, déclaré champion du débat du club des cinq « favoris », les grands médias ne voient rien venir. Ces médias sont les enfants de ce grand éditorialiste qui, le 15 mars 1968 proclamait « La France s'ennuie » et fut surpris de l'irruption de la grève générale six semaines plus tard. Ne voulant rien voir venir, ils découvrent subitement la grève générale en Guyane. De fait, contrairement à ce que n'ont cessé de répéter les dirigeants syndicaux nationaux, la grève générale peut se décréter !

Dans ces conditions, les beaux slogans des candidats sont une manière d'escamoter ou de reléguer à l'arrière-plan les besoins fondamentaux et les revendica-



tions vitales de la population travailleuse et pauvre : « insurrection dans les urnes », « nos vies valent plus que leurs profits » ou « futur désirable », voilà qui ne mange pas de pain. Pure magie du verbe ! L'exigence de l'abrogation de la loi El Khomri est, elle-même, vidée de son contenu car les candidats qui la récupèrent veulent tous réformer le Code du travail. Il ne se trouvera pas un candidat, grand ou petit, pour dire haut et clair : **abolition du travail précaire – toutes les embauches en CDI – le CDI pour tous**. Pourtant, dans la vraie vie, nous nous colletons avec l'explosion des CDD, des contrats d'insertion (ou « d'avenir »), du travail intérimaire permanent, de la destruction des emplois dans la fonction publique au profit de « missions » et de postes polyvalents.

Comptons d'abord sur nos propres forces

Le besoin d'un parti des travailleurs part d'un constat simple : salariés, chômeurs, jeunes n'ont d'autre choix que de compter d'abord sur leurs propres forces pour « garder ce qu'ils ont » et avoir les moyens de vivre. Or, toutes les « réformes » visent à leur faire perdre ce

qu'ils ont, ce qui a été acquis. La notion même d'acquis social suscite la hargne des possédants, de leurs idéologues et de leurs politiciens.

Les syndicats, bien sûr, sont nécessaires et même indispensables mais leur indépendance est sans cesse remise en question par leurs directions centrales qui acceptent en fronçant les sourcils de négocier les reculs sociaux (sous couvert de « limiter la casse » ou de les troquer contre de pseudo « nouveaux droits »), à l'heure où les porte-paroles politiques du grand capital ne cessent d'en appeler à « la réforme des syndicats », c'est-à-dire à leur transformation en une police du travail s'engageant à étouffer le libre développement de la lutte de classes pour les revendications urgentes.

Les principes politiques d'un parti des travailleurs

Oui, il manque un parti qui se place au service de la population travailleuse et pauvre et de ses besoins, un parti qui dit ce qu'il fait et fait ce qu'il dit.

Un parti de classe et de masse, c'est à un dire un parti de lutte de classes dont la ligne politique devrait être : **la satisfaction des revendications vitales, la défense des droits démocratiques, de l'égalité des droits et des services publics au service du public**.

Un parti résolument anti-bureaucratique, plaçant ses responsables nationaux sous le contrôle de toutes ses sections d'entreprise, de quartier : un parti où la base contrôle la direction et non l'inverse, hors de tout caporalisme, un parti où les responsabilités prises par chacun ne sont ni des grades, ni des galons, ni des décorations, un parti qui bannit tout déroulement de carrière politique et tout enrichissement personnel du fait d'éventuels mandats de députés, que cet enrichissement soit légal ou non.

Un parti de femmes et d'hommes libres qui s'inscrit dans la continuité du combat séculaire pour libérer l'humanité des chaînes de l'exploitation et du joug de l'oppression.

Dossier du mois

Un parti, enfin, qui aide les salariés à centraliser leur combat au niveau national face à l'État et ses institutions réactionnaires, face à l'Union « européenne » des capitalistes et des banquiers et ses traités, directives, institutions.

Le point de rupture

Un tel parti est d'autant plus nécessaire que nous arrivons à un point de rupture. Le vieux régime de la V^e République s'effondre en direct, sous nos yeux, en exhalant toute sa pourriture interne tandis que la crise sociale fait rage, tandis que l'économie réelle est étranglée, des régions entières dévastées et des pans entiers de la production industrielle anéantis. Dans ces conditions, la France devient de plus en plus ingouvernable.

En ce qui nous concerne, nous ne tenons pas un agenda et un échéancier des événements à venir. Nous ne sommes pas détenteurs d'une procédure indiquant la marche à suivre vers une issue favorable aux travailleurs et la population.

Nous savons que nous devons nous préparer à une explosion sociale générale, sur laquelle anticipent déjà les événements de Guyane, sur le terrain préparé par la première séquence du printemps 2016 contre la loi El Khomri.

Les termes de la lutte pour le pouvoir

Se posera alors le problème d'un gouvernement à nous, d'un gouvernement des travailleurs, un gouvernement qui rompe avec les capitalistes et les banquiers, le MEDEF et l'UE, et applique un plan d'urgence en défense des salariés, des chômeurs, des jeunes et de leurs familles, c'est-à-dire : **une politique ouvrière qui commence par la satisfaction des revendications vitales et qui aligne l'économie et la production sur la satisfaction des besoins immédiats et fondamentaux de la population.**

Un tel bouleversement n'obéit à aucune feuille de route tramée à l'avance, à aucune « procédure » toute prête. Seuls les « voyants » ont idée de la forme que prendra la lutte pour le pouvoir. Nous ne mettons pas, quant à nous, la charrue avant les bœufs : Pour l'heure, il s'agit d'aller vers **un parti qui aide les travailleurs, les jeunes et les pauvres à**

s'unir autour des revendications vitales, au premier rang desquels un vrai travail, un vrai salaire, un vrai toit pour tous, un CDI pour tous, sans discrimination aucune. C'est une exigence politique, au sens noble du mot, indispensable à « la vie de la cité » (origine du mot : *politique*).

« Compréhension de la situation et de ses causes essentielles » (Malcolm X)



Malcolm X

Nous, *La Commune*, nous avons comme programme, le programme marxiste, internationaliste de la quatrième internationale. Nous avons notre propre journal. Dans le même temps, nous sommes inconditionnellement pour un Parti des travailleurs, un parti pour l'action. Comme l'exposait Malcolm X : « *On ne peut donner un programme aux gens tant qu'ils ne se rendent pas compte qu'il leur en faut un et tant qu'ils n'ont pas compris que tous les programmes qui existent actuellement ne sont pas de nature à donner des résultats tangibles... je suis d'avis que si l'on donne aux gens une compréhension parfaite de leur situation et de ses causes essentielles, ils créeront eux même leur programme ; quand les gens créent un programme, il y a de l'action. Quand ces « dirigeants » créent un programme, il n'y a pas d'action.* » (Extrait d'un discours prononcé le 20 décembre 1964).

De la même manière, il n'est pas question pour nous de nous définir ou nous présenter comme « l'aiguillon »

du Parti des travailleurs. Nous militons pour ce parti. Des groupements syndicalistes, des militants communistes, libertaires, anarchistes, des travailleurs sans parti, des militants associatifs aspirent à un tel parti. Nous nous appliquerons à en débattre librement et fraternellement avec eux, dans l'action et pour l'action, par-delà les divergences de vues qui nous séparent. Nous avancerons... en marchant ! De même, nous appuierons toute initiative indépendante de nous allant sincèrement dans ce sens-là.

Lorsque nous proposons à celles et ceux qui nous lisent et nous côtoient de militer avec nous, ce n'est pas une clause de style. Militons ensemble, à égalité, pour une politique ouvrière indépendante, pour la grève générale, pour un Parti des travailleurs, pour en finir avec l'exploitation, les guerres et l'oppression, pour en finir avec la faim, la misère, les catastrophes naturelles et l'impérialisme destructeur de notre planète.

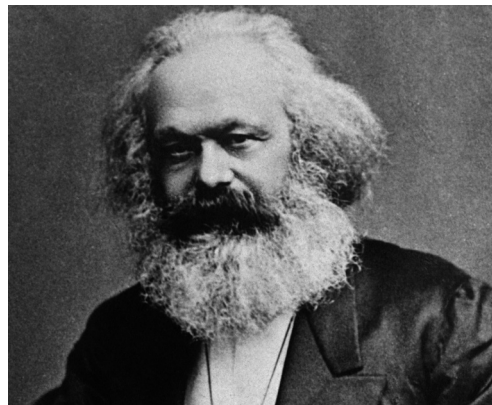
Jamais comme aujourd'hui, ces mots de Marx n'ont été aussi actuels :

« *Toute lutte de classes est une lutte politique* ».

Aujourd'hui comme hier, la fière devise de la première association internationale des travailleurs, fondée en 1864, est un principe-clé : « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ».

**Comité de rédaction de la Commune,
13 avril 2017**

1. http://www.lepoint.fr/societe/dans-le-nord-de-la-france-lassitude-colere-et-risque-d-abstention-14-03-2017-2111724_23.php
2. <https://www.facebook.com/luttesinvisibles/>



Karl Marx

Les nôtres

Claude Monnier (1929-2017), militant ouvrier internationaliste

Claude Monnier, vieux militant trotskyste a mis fin à ses jours le 14 mars, à l'âge de 88 ans. Il est l'un des derniers, sinon le dernier de la cinquantaine de militants qui, en 1958, était de ceux qui avaient refusé la liquidation de la IVe Internationale et de sa section française, le PCI, par Michel Pablo, Ernest Mandel et Pierre Franck. Nous avons avec ce vétéran de la IVe Internationale des contacts fraternels et chaleureux.



Né en 1929 dans une famille ouvrière, Claude Monnier a fait partie de cette génération de militants ouvriers confrontés au stalinisme, alors à son zénith. Travailleur chez Renault, il participe à la grande grève qui aboutit au renvoi contraint et forcé des ministres PCF du gouvernement en mai 1947. Engagé dans la lutte anticolonialiste au moment de la guerre d'Algérie, travailleur à la RATP après avoir quitté Renault, Claude Monnier n'a cessé de militer.

En août 2011, il a répondu à une sollicitation de Pedro Carrasquedo qui lui demandait sa biographie pour le *Maitron* par le texte ci-dessous :

« Salut, Je n'ai pas un parcours glorieux à étaler et j'ai des difficultés avec ma mémoire.

Rentré chez Renault en 1947 comme OS (ouvrier à tout faire) et c'est en 1948 au moment des grèves, que j'ai rencontré les trotskystes si ma mémoire ne confond pas les mois.



J'ai quitté Renault en 1953 pour aller en centre de formation d'adulte fraiseur. Renault n'a jamais voulu me rebaucher.

Prison pour anticolonialisme

J'ai vadrouillé dans 2 petites usines où je doutais de ma valeur professionnelle, puis chez Panhard et ensuite chez Breguet turbine où je me suis blessé. Pendant cet arrêt de travail, Renard est venu me chercher pour être le garde du corps de Belladi Lamine et Bensid, deux algériens du MNA. Je fus arrêté à Creil avec D. Renard en revenant d'accompagner Belladi dans sa planque. C'était en Novembre 1957. Je fis un mois de prison à Compiègne.

A ma sortie de prison j'ai été embauché pour être le chauffeur de Belladi jusqu'au jour où Messali Hadj a déclaré qu'il était content que De Gaulle revienne au pouvoir

A partir de ce jour, je quittais ma fonction et devais chercher un emploi.

Ne voulant plus être en industrie, j'ai fait le livreur dans une petite maison de dépôt de biscuit Stéréo.

J'ai quitté cette boîte pour passer mon permis, viré pour incompétence. J'ai posé ma candidature à la RATP comme chauffeur de bus en 1958.

Avec Stéphane Just

Après une formation d'un an je fus chauffeur de bus au dépôt de Montrouge. Après la grève du mois de mai 1968 que j'ai faite jusqu'au début juin, puis au dépôt de Thiais.

Mais comme disait Stéphane Just, le travail militant était impossible car les heures de fonctions différaient d'un jour à l'autre et pour tous les gars.

Dégoûté par ce travail de fou j'ai décidé un jour de tout plaquer et d'aller m'installer dans l'Allier en pleine brousse, où j'ai eu la chance de trouver un emploi dans une petite boîte. J'ai remilité sur Moulins avec les militants du département où j'ai commencé à avoir des désaccords avec les dirigeants (Pierre Lambert et le cc).

Au moment des élections de Mitterrand. Pas question de voter pour cet agent du patronat.

Je craignais le chômage car mon intervention dans la petite boîte où j'étais commençais à crispier le patron et il n'avait jamais eu un trotskyste dans le personnel, je sentais qu'il ne pourrait pas me tolérer longtemps. Micheline était au chômage et nous avions encore ma fille scolarisée.

Une fois de plus je suis revenu dans l'Essonne pour y militer je fréquente encore un copain, les autres ont fui depuis notre expulsion du PT en 1984. »

Claude Monnier est exclu du PCI en 1984, dans la même charrette que Stéphane Just et bien d'autres, par Lambert, Lacaze, Gluckstein, Cambadélis...

Claude Monnier est resté un militant révolutionnaire, un trotskyste. Adieu camarade, les militants de *La Commune* saluent ta mémoire.

Elie Cofinhal,
1^{er} avril 2017



Avec Daniel Renard et ses camarades

Je travaillais dans l'atelier de Daniel Renard, en sa compagnie j'ai fait ma première grève avec occupation de l'usine, là j'ai rencontré : Jo Crétier ; Henri Perrin, Henri Barratier.

J'ai adhéré au PCI et la 1^{ère} cellule s'agrandit avec le camarade Trupin et Goutfangeas. L'adversité des ouvriers envers les trotskistes fit que je fus muté pour incompétence dans un atelier de production à la chaîne des boîtes de vitesses de la 4CV.

Repères biographiques

Daniel Renard (1925-1988) : militant ouvrier trotskyste chez Renault et un des principaux « meneurs » de la grande grève Renault de 1947, exclu de la CGT en 1953. Il sera un des tout premiers militants à rejeter le « pablisme » dans la IV^e ème internationale

Stéphane Just (1921-1997) : militant ouvrier à la RATP – dirigeant de l'Organisation communiste internationaliste jusqu'à son exclusion en 1984. Auteur de nombreux documents théoriques dont une partie est reproduite dans <https://www.marxists.org/francais/just/>

Argentine

Le mouvement vers la grève générale

Les statistiques indiquent une amorce de reprise économique en Argentine mais, dans la rue, la tension sociale s'accroît en raison d'une inflation à 40 % : Des dizaines de milliers d'Argentins ont manifesté, mardi 7 mars, contre le gouvernement. La CGT était présente pour protester contre les licenciements, la vie chère, et pour un changement de politique économique. Impliqués dans le fonctionnement de la table ronde, les dirigeants syndicaux ont voulu éviter la rupture avec le gouvernement ce qui a suscité des incidents en fin de manifestation.

« Ce gouvernement est résolument contre les travailleurs et la classe ouvrière. Il veut gouverner pour des gens comme eux, des chefs d'entreprise. Il faut une grève ! », estime Cristian, ouvrier métallurgiste¹. Sabrina, employée de la santé publique, appelle elle aussi à la grève générale : « Ce qui me préoccupe le plus et me fait mal, c'est la quantité de postes de travail qui ont été perdus depuis que Macri est au pouvoir. Et il y a aussi l'inflation ! Nos dirigeants doivent écouter ce que demandent les gens : qu'on appelle à la grève générale. Il y a longtemps qu'on le demande, mais ils font la sourde oreille, parce qu'ils veulent donner une opportunité au gouvernement de réagir et amorcer un changement »².

le 19 mars, des dizaines de milliers d'enseignants du secteur public ont défilé face au palais présidentiel pour exiger une hausse de 35% de leur rémunération. Dans la province de Buenos Aires, la rentrée des classes prévue le 6 mars n'a toujours pas eu lieu.

La gouverneure, alliée du président, a essayé de convoquer 60.000 volontaires pour assurer les classes, puis a proposé des primes aux enseignants non-grévistes avant de renoncer devant le tollé général. Dans les autres provinces du pays, les cours sont perturbés.

Le fossé se creuse entre les dirigeants syndicaux et la base

Les manifestations contre la politique de rigueur du gouvernement sont presque quotidiennes dans le centre de Buenos Aires.

Les dirigeants syndicaux n'ont pas appelé à la grève générale afin de dégonfler la chaudière qui est prête à exploser. Pour la grève nationale du 6 avril, ils veulent une journée light comme un dimanche, sans manifestation.

Devant la pression et la mobilisation des travailleurs, la CGT a convoqué une



conférence de presse pour appeler, à contre cœur, à la grève le 6 avril mais a invité les grévistes à rester à la maison. Une véritable aberration reflétant la terreur des caciques syndicaux envers la mobilisation des travailleurs qui a montré sa force le 7 mars.

Les dirigeants syndicaux cèdent au lieu de préparer la grève³

Ils veulent donner une chance au gouvernement et arriver avant le 6 avril à un accord avec les enseignants, en grève depuis le 6 mars.

Mais ce n'est pas la position du MST qui impulse le combat pour un syndicalisme de classe. La journée du 7 mars a mis en évidence deux éléments fondamentaux, la détermination des travailleurs pour lutter contre l'austérité et leur volonté de voir les dirigeants syndicaux appeler à la grève générale.

La méfiance envers les dirigeants se renforce depuis qu'ils ont appelé à une « grève calme et silencieuse ». Les déclarations des ténors de la CGT ces derniers jours ne laissent pas de doute lorsqu'ils affirment que le 6 avril n'est pas contre Macri ni contre qui que ce soit d'autre. La trahison de ces dirigeants n'a pas de nom. Leurs interventions sur les lieux de travail concernant la journée du 6 avril génèrent chaque fois un rejet de la part des militants de base.

Le 6 avril : des manifestations dans tout le pays

La « grève à la maison » n'a rien à voir avec l'histoire réelle de notre classe. C'est une invention de la bureaucratie. La tradition du mouvement ouvrier argentin est celle des grèves avec mobilisations, piquets, prise d'usines et plans de lutte.

Pour des centaines de milliers de travailleurs va se poser la question de comment faire le 6 avril et pour continuer le 7, c'est pour ça que la grève doit être organisée et prise en main par la base. Les décisions devront être discutées collectivement et démocratiquement pour décider d'un programme de lutte et prévoir la suite.

La nécessité impérieuse de forger une nouvelle direction

Si les dirigeants syndicaux avaient la volonté de préparer une véritable grève le 6 avril et d'organiser la grève générale, les travailleurs et la population se trouveraient dans les meilleures conditions pour abattre le plan d'austérité de Macri. Mais les dirigeants syndicaux ont peur de la lutte de classes.

Un processus alternatif, organisé par la base, se dessine. De nouveaux délégués surgissent des grèves et contestent les dirigeants en place jusqu'aux directions des syndicats.

Le MST coordonne l'activité de ces nouveaux délégués issus de la base et tournés vers la lutte de classes.

Rémi Duteil,
1^{er} avril 2017

1. AFP Buenos-Aires - 22/03/2017

2. Reuters Buenos Aires - 08/03/2017

3. Alternativa Socialista du 29/03/2017

Syrie - Irak

Le terrorisme barbare des États

Les peuples sont pris en otage et bombardés, massacrés de toutes parts dans une guerre qui n'est pas la leur. L'objet de la guerre : le partage de ce qu'ils appellent une « région » entre rapaces impérialistes et gendarmes locaux. Comme toujours en pareil cas, les bellicistes invoquent ce « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », qu'ils piétinent du talon de leur botte. « Ils » n'ont que le mot paix à la bouche mais leur « paix » est la paix des cimetières. Notre premier mot est : halte à la guerre, halte à tous les bombardements et massacres.

Les tout derniers événements survenus, tant en Syrie qu'en Irak, se dressent contre l'idée même une paix juste et durable, c'est le moins que l'on puisse en dire. Pour ce qui nous concerne ici, ils montrent que l'impérialisme français, « *nouveau tigre des exportations d'armes* »¹, compte parmi les grands « va-t-en-guerre ». Leur but n'est pas de « libérer la Syrie » de la férule barbare de Bachar al Assad ou de Daesh, mais de dresser de nouveaux barbelés, de nouvelles zones d'influence, en préservant le régime en place dans ce qu'il restera de la Syrie. Ce qui vient de se produire nous le confirme.

Trump-Hollande-Hamon, auteurs de guerre

Le 4 avril 2017, la ville de Khan Sheikhoun, au nord-ouest de la Syrie a subi un raid aérien qui aurait largué du gaz (sarin et chlore) sur la population, faisant 86 morts, parmi lesquels 30 enfants, et plus de 160 blessés [Source AFP, le 06/04/2017 à 05:58]. Le caractère chimique de l'attaque sera confirmé par Médecins Sans Frontières sur le terrain, qui évoque des « *symptômes concordants* »². Bachar El Assad est alors immédiatement désigné responsable par les puissances impérialistes et leurs médias.

Poutine et le régime syrien nient alors farouchement avoir perpétré l'attaque chimique, arguant qu'il s'agirait d'un dépôt d'armes chimiques des « rebelles » qui aurait explosé. Mais pour les États Unis, la France et l'Occident, il n'y a pas l'ombre d'un doute, il s'agit bien, selon eux, d'un crime de guerre de Bachar al Assad.

Les États unis « ripostent » alors avec une extrême diligence et lâchent 59 missiles Tomahawks dans la nuit du vendredi 7 avril 2017 sur la base d'Al Shayrat (Homs) d'où serait partie l'attaque. Ceux qui pensaient que Trump était « contre la guerre » voulue par sa concurrente Clinton, comprennent sans



doute mieux à présent l'intox de ce président US. Les « politiques » qui, en France, doutaient de la politique étrange de Trump, se félicitent des frappes US. L'un des premiers à applaudir n'est autre que Benoît Hamon, dans le droit fil de Hollande. Il dit : « *Il est de notre devoir de réagir face à la barbarie extrême* ».³

Poutine - AL Assad, Trump-Hollande, les deux pinces de la même tenaille

Que le bourreau Assad soit responsable ou qu'il s'agisse d'une énième manœuvre yankee, c'est encore et toujours la population syrienne qui, comme les populations d'Irak et du Yémen, est sacrifiée. Chacune des parties, Daesh, Bachar-el Assad et les occidentaux, ont utilisé, à différentes reprises des armes chimiques dans leur sale guerre ; leurs larmes de crocodiles pour les « *gens innocents, des femmes, des petits enfants et même de beaux petits bébés* », à d'autres ! Au reste, Les Hamon, Hollande, Macron et autres s'inquiètent-ils

de ce que la population civile endure à Mossoul, où « la France » est engagée ?

Mossoul ou : la guerre dans la guerre

L'attaque contre Mossoul, la plus grande ville du nord de l'Irak, aux mains de Daesh depuis près de 3 ans, a été lancée en octobre 2016 par la coalition menée par les États-Unis, à laquelle participe la France avec, au sol, les forces fédérales irakiennes et une batterie d'unités militaires aux intérêts divergents. Après avoir repris la partie Est de Mossoul, « l'offensive » se poursuit dans les quartiers ouest de cette ville immense.

À Mossoul - comme à Ramâdi, Falouja ou Tikrit, Alep, etc. - le même schéma meurtrier contre la population est à l'œuvre.

Dans cette ville de Mossoul en ruine, les habitants, qui n'ont pu fuir dans les camps de réfugiés ou n'ont pas succombé sous les bombardements de la coalition, les exécutions, les snipers ou les voitures piégées de Daesh, n'ont plus rien, ni eau, ni nourriture, ni médicaments.

Syrie - Irak

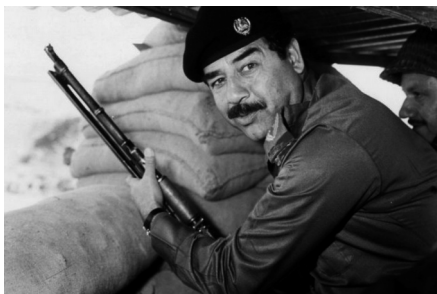
L'attaque est menée, selon les sources officielles du gouvernement irakien⁴, par des unités militaires sous l'autorité d'un conseil politique au sein duquel on trouve des représentants du gouvernement irakien, du gouvernement régional du Kurdistan irakien⁵ et de la coalition internationale dirigée par les États-Unis.

Sur le terrain, les milices présentes sont nombreuses : milices chiïtes (« *la mobilisation populaire* »), les Kurdes irakiens (*Peshmergas*), les unités de l'armée turque aux côtés des milices sunnites, les milices chrétiennes, le *Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)*.

Chacune des forces en présence livre une guerre dans la guerre pour le contrôle des territoires repris à *Daesh* : les Kurdes du *PDK* de Massad Barzani⁶, cherchent à étendre leur territoire, le gouvernement irakien cherche à les chasser pour s'y rétablir, tandis que les tensions s'exacerbent entre d'un côté les Yézidi alliés au *PKK*, dont ils constituent une nouvelle branche armée (*YBS*) et, de l'autre, le *PDK* de Barzani. La Turquie, alliée du *PDK*, a armé une milice sunnite pour pouvoir intervenir à l'écart de la coalition internationale en cas de besoin, avec pour seul objectif de contrer le *PKK* pour éviter qu'il ne se renforce.

Les milices chiïtes, quant à elles, financées par l'Iran via le ministère de la défense à Bagdad, suivent une stratégie propre.

Du côté des grandes puissances impérialistes, « la force de frappe » est constituée par les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, la Belgique, les Pays-Bas, l'Australie, le Danemark et le Canada. En plus des missiles visant *Daesh* et tous les civils se trouvant dans les parages (« Entre le 8 août 2014 et le 12 juillet 2016, la coalition a mené 13803 frappes aériennes, dont 9273 en Irak et 4530 en Syrie ⁷»), ces grands humanistes fournissent également les armes, l'équipement et la formation aux forces engagées dans la coalition arabo-occidentale. Les tensions de plus en plus vives entre des groupes aux intérêts très divergents et surarmés rendent les marchands d'armes très confiants pour l'avenir : le Moyen-Orient va rester une « zone de croissance » pour longtemps... Pour les populations, c'est une tragédie faite de sang, de chaos, de barbarie sans fin.



Saddam Hussein (guerre Iran-Irak)

Irak : 37 années de guerre sans fin

L'Irak est en guerre ininterrompue depuis 1980 (Iran-Irak) et subit un embargo extrêmement dur des puissances occidentales depuis l'intervention de l'ONU en 1991, dont les plus pauvres sont les premières victimes. Le régime baasiste de Saddam Hussein, au travers d'une violence d'État impitoyable, avait favorisé la résurgence des tribus. Cependant, c'est bel et bien l'intervention américaine de 2003 qui a exacerbé les clivages confessionnels (Constitution d'octobre 2005) et transformé les partis politiques en partis religieux et ethniques. Les guerres confessionnelles qui, inévitablement, en ont découlé (2005-2008) entre chiïtes et sunnites, ont fait des centaines de milliers de morts et ont abouti à la purification ethnique des quartiers autrefois mixtes de Bagdad, au profit des chiïtes. Cela n'avait jamais existé auparavant en Irak !

Poutine-Trump-Hollande : hors du Proche et Moyen-Orient

À chacune de ses nouvelles interventions, l'impérialisme américain et ses valets provoquent un nouveau chaos, tout en alimentant la poudrière par ses ventes d'armes et le terrorisme. La Rus-

sie de Poutine n'est pas en reste. Le régime barbare du boucher al Assad non plus dans ce jeu horrible.

Ni la défense du peuple irakien, ni même *Daesh* ne sont les enjeux de la bataille de Mossoul, seuls les intérêts capitalistes des puissances occidentales le sont, les puissances dites « régionales » cherchant au passage à en ramasser les miettes et à en tirer quelques marrons du feu.

Sous un déluge de feu, de boue et de sang, les populations tentent de survivre ou de trouver abri et asile « ailleurs », au péril de leur vie. Il manque cruellement un mouvement anti-guerre mondial qui mène campagne et manifeste partout pour l'arrêt de tous les bombardements, de toutes les interventions directes et indirectes US, russes, françaises, UE ; le retrait de toutes les troupes impérialistes, de toutes les bases militaires du Proche et Moyen-Orient.

Julie Charmoillaux,
10 avril 2017

1. <https://www.lesechos.fr/...>
2. <http://www.msf.fr/presse/communiqués/...>
3. <https://www.mediapart.fr/journal/...>
4. <http://www.noria-research.com/...>
5. Le KRG (Kurdistan régional Gouvernement) est autonome, son président est Massad Barzani, également chef du parti démocratique du Kurdistan (PDK).
6. Le PDK a permis à la Turquie de s'imposer dans la coalition contre l'avis du gouvernement irakien. Erdogan s'est alors opposé à la présence des milices chiïtes et du PKK. Le PKK qui s'est battu aux côtés des Yézidis massacrés par *Daesh*, lors de la bataille de Sinjar. Sur cette bataille voir : <http://www.akb.bzh/...>
7. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Coalition...>
8. DUPONT (A.-L.) et ali. - *Histoire du Moyen Orient, du XIXe siècle à nos jours*, ed Armand Colin, coll. U, Paris, 2016.



François Hollande et Vladimir Poutine

Notes de lecture

Main basse sur l'information

Auteur : Laurent Mauduit – septembre 2016

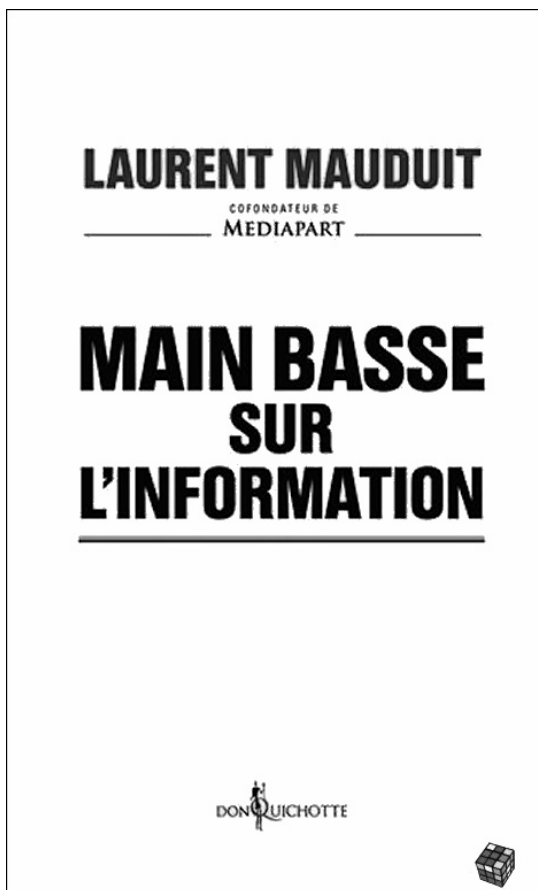
Laurent Mauduit, co-fondateur de Mediapart, auparavant chef du service économique de Libération et directeur-adjoint du Monde, livre dans ce nouvel essai, paru aux Éditions Don Quichotte en septembre 2016, intitulé *Main basse sur l'information*, les résultats d'une vaste enquête sur les principaux médias d'information français, presse nationale, régionale, radios et télévisions.

Son constat est sans appel : « dans le climat crépusculaire de cette fin de quinquennat, l'état d'asservissement dans lequel ont été placés la plupart des grands médias français mérite assurément une attention particulière. Car jamais, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la liberté et le pluralisme de la presse n'ont été à ce point menacés ; jamais le droit de savoir des citoyens n'a à ce point été malmené...une poignée de milliardaires contrôlent à eux seuls, la quasi-totalité des grands médias nationaux, de presse écrite et audiovisuels. C'est dire à quel point la concentration de la presse et des médias s'est accentuée ces dernières années. Des milliardaires qui ont de surcroît presque tous comme point commun de ne pas avoir la presse ou l'information comme métier. Des milliardaires qui ont presque tous acquis des journaux non selon des logiques professionnelles mais d'influence ou de connivence. »

Médias sous contrôle de l'oligarchie financière

Chapitre après chapitre, le tableau, décrit par Laurent Mauduit, est saisissant. Afin que chacun puisse se faire une rapide idée de l'étendue du contrôle des médias exercée par une dizaine d'oligarques, nous vous en livrons une synthèse graphique¹. (voir page suivante)

L'ouvrage alterne les chapitres détaillant les titres de la presse écrite ou audiovisuelle, leurs propriétaires, leurs rapports avec les politiques et leurs intermédiaires-experts, et les chapitres esquissant une rapide histoire de la presse française jusqu'à nos jours.



1944 : « redonner au pays une presse libre »

En trois chapitres, Laurent Mauduit fait le récit et l'histoire de la presse en France, de la naissance de l'opinion publique au siècle des Lumières et pendant la Révolution française, en passant par le musellement de la presse sous les deux empires et sous le pouvoir gaulliste, ses luttes jusqu'à la III^e République pour faire reconnaître sa liberté et la protection du secret des sources des journalistes (loi du 29 juillet 1881), ses compromissions avec le milieu des affaires et celui de la politique jusqu'à la deuxième guerre mondiale avant le sursaut salutaire au moment de la Libération

En août 1944, le gouvernement provisoire prend une ordonnance « visant à sanctuariser la presse vis-à-vis des puissances, quelles qu'elles soient, politiques ou financières ». C'est à cette

époque que s'impose l'idée d'une presse libre et indépendante qui trouve sa source « dans la lutte contre l'occupant nazi et la volonté de la Résistance de redonner au pays une presse libre et honnête ». Fleurissent alors des journaux dirigés par des coopératives ouvrières (comme *Le Parisien libéré*, *Le Courrier picard*). Dans les années suivantes seront créées des sociétés de journalistes afin de garantir leur indépendance (comme, en 1951, la Société des rédacteurs du Monde). Ce modèle est depuis, tout comme celui de la Sécurité sociale, la proie de toutes les attaques. C'est ainsi que pour Laurent Mauduit, nous vivons une « véritable période de régression démocratique », un « retour à la presse du temps du Comité des forges² », quand la presse était chargée de contrôler et de museler toute information non conforme aux intérêts de la bourgeoisie dirigeante.

Les empires médiatiques

Les autres chapitres détaillent avec de nombreux exemples les empires médiatiques des grandes fortunes françaises : Vincent Bolloré, champion de la Françafrique, s'appuyant sur « d'immenses possessions issues du capitalisme néocolonial français », qui censure tout sujet non-conforme à ses intérêts dans *Matin Plus* (devenu *Cnews Matin*), à *Canal+³* ; Patrick Drahi, entrepreneur fou, achetant et vendant tout, en permanence au bord de la banqueroute (comme le spéculateur du roman de Zola, Aristide Saccard qui participe à la curée, au dépeçage de Paris) qui possède, entre autres, *Libération* et la chaîne *BFM-TV* ; le trio BNP du nom des trois requins Bergé, Niel et Pigasse qui ont réussi à s'emparer du journal *Le Monde* qui avait déjà perdu son indépendance depuis son achat antérieur par le groupe Lagardère.

C'est à l'évocation du quotidien *Le Monde* qu'apparaît l'un des intermédiaires les plus sulfureux, en

Notes de lecture

Médias : qui contrôle quoi

Vincent Bolloré (groupe Bolloré) 10 ^e fortune française (7,3 milliards d'euros)	Patrick Drahi (Altice group, principal actionnaire de SFR Group, de Virgin Mobile...) 9 ^e fortune française (7,5 milliards d'euros)	Pierre Bergé 363 ^e fortune française (0,18 milliard d'euros)- Xavier Niel (Iliad/Free) 11 ^{ème} fortune française (7,2 milliards d'euros)- Mathieu Pigasse (banque Lazard)	Bernard Arnault (LVMH) 2 ^e fortune française (30,3 milliards d'euros)	Iskandar Safa (groupe Prinvest) (CMN) 71 ^e fortune française (1 milliard d'euros)	Arnaud Lagardère (groupe Lagardère) 305 ^e fortune française (0,22 milliard d'euros)	Martin Bouygues (groupe Bouygues) 30 ^e fortune française (2,3 milliards d'euros)	Serge Dassault (groupe industriel Marcel Dassault) 5 ^e fortune française (20 milliards d'euros)	François Pinault (Kering, ex groupe Pinault-Printemps-Redoute) 7 ^e fortune française (11,3 milliards d'euros)	Les Bettencourt (L'Oréal) 1 ^{re} fortune française (31,2 milliards d'euros)
Canal + C8 CNews CStar CNews matin (ex Direct matin, ex Matin plus)	Libération L'Express L'Expansion L'Étudiant Lire A nous Paris Studio Point de vue NextRadioTV (BFM-TV, BFM-Business, RMC) Classica I24 news	Le Monde M La Vie Le Monde des religions Télérama Courrier international L'Obs (Pigasse) Inroks (Pigasse) Radio Nova (Pigasse)	Les Echos Le Parisien Aujourd'hui en France Radio classique Connaissance des arts Le Journal des finances Investir	Valeurs actuelles	Europe 1 Paris Match Le JDD France dimanche Elle Version Fémina Ici Parisien Public Télé 7 jours Gulli MCM Mezzo Virgin radio RFM	TF1 TMC NT1 HD1 LCI Tv Breizh Histoire Ushuaïa Tv	Le Figaro	Le Point	L'Opinion

Chiffres et données 2016

permanence en embuscade afin de réaliser les plus improbables coups financiers, politiques et médiatiques : Alain Minc. Et son porte-serviettes inattendu, Emmanuel Macron, avocat à titre gracieux de la Société des rédacteurs du Monde (SRM) au moment de la vente du quotidien en 2010 : on y apprend à cette occasion que Macron a alors joué double-jeu, faisant mine de conseiller la SRM (qui avait choisi le trio BNP) mais œuvrant en sous-main pour Claude Perdriel, le candidat soutenu par Alain Minc et Nicolas Sarkozy !

Le « système oligarchique français »

Laurent Mauduit n'épargne pas plus le trio BNP, ce dernier ayant en effet racheté *Le Monde* afin de préparer la mise sur orbite du futur candidat à la présidentielle de 2012, Dominique Strauss-Kahn (dont Pigasse a été le conseiller ministériel à Bercy). Les censures et partenariats contre-nature imposés au *Monde* et au *Nouvel Observateur* sont détaillés par de nombreux exemples illustrant la progressive normalisation économique et éditoriale subie par ces journaux. C'est le même destin que connaissent les quotidiens *Les Echos* et *Le Parisien*, rachetés respectivement en 2007 et 2015 par la deuxième fortune de France, Bernard Arnault, PDG du groupe LVMH.

Laurent Mauduit étend son enquête à l'ensemble de l'audiovisuel public, toujours sommé d'être à la botte du pouvoir et à l'audiovisuel privé, soumis aux mêmes dérives que la presse écrite. L'État a ainsi fait un cadeau royal, la cession gratuite des chaînes de la TNT, au secteur privé qui s'est empressé de les revendre et de s'en mettre plein les poches sans que quiconque, ministre de la Culture ou Conseil Supérieur de l'Audiovisuel n'y trouvent à redire⁴...

En conclusion, Laurent Mauduit pointe la responsabilité du gouvernement Hollande : « Avec l'aggravation de la crise de la presse, c'est une vaste braderie qui a commencé. A prix cassé, les milliardaires ont fait leur marché dans des conditions plus avantageuses qu'avant. Et le pouvoir socialiste s'en est accommodé, sans jamais rouvrir le débat sur les lois anti-concentration... Pire : dans cet insupportable marigot où la presse est vendue à l'encan, le pouvoir socialiste n'est pas seulement responsable de n'avoir rien fait, il participe du même système... En vérité, ces deux mondes sont poreux et ont des intérêts partagés... C'est le système oligarchique français qui est consanguin. Et les élites socialistes en sont l'un des rouages ».

1. Aux dix oligarques présents dans le tableau, il faut ajouter Bernard Tapie (*La Provence*), Jean-Michel Baylet (*La Dépêche, Le Midi libre*) et pour finir la banque *Crédit Mutuel* qui détient une majorité des quotidiens régionaux (dont *L'Est républicain, Les Dernières nouvelles d'Alsace, Le Dauphiné libéré, Le Républicain lorrain*...)

2. Créé en 1864 par les maîtres des forges, en particulier Schneider et de Wendel, organisation de défense des patrons de la sidérurgie, l'équivalent de l'actuelle Union des industries et des métiers de la métallurgie, UIMM. C'est en 1929 que le quotidien *Le Temps* devient officiellement la propriété du Comité des forges (dont le président François de Wendel est le président en même temps qu'il est le régent de la Banque de France).

3. Depuis la parution de l'ouvrage de Laurent Mauduit, Bolloré a mené une véritable purge à Itélé (devenu Cnews), non sans avoir essuyé en octobre-novembre 2016 une grève du personnel de 31 jours, la plus longue dans l'histoire de l'audiovisuel français depuis mai 1968.

4. L'exemple de la spéculation sur la chaîne Numéro 23 de la TNT est très clairement décrit.

Isabelle Foucher,
10 avril 2017

Centenaire de la révolution russe

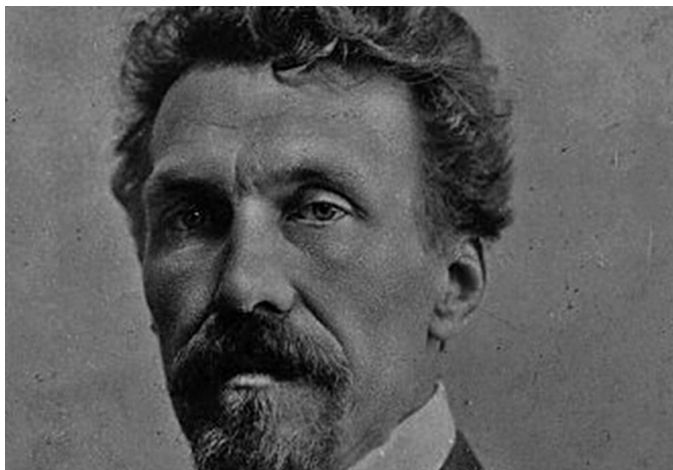
Les thèses d'Avril

Nous avons relaté dans le numéro précédent qu'en février, les masses s'étaient vu confisquer le pouvoir par les bourgeois libéraux et les mencheviks (sociaux- démocrates). Le 4 avril 1917, Lénine, rentré depuis deux semaines d'exil forcé, publiait les « thèses d'avril », une série de mesures à prendre face à la dérive dangereusement opportuniste, amorcée par la direction du parti bolchevik dans le contexte du développement de la Révolution commencée en février.

En effet Lénine, Zinoviev et autres bolcheviks, viennent de rentrer de Suisse via l'Allemagne, seul moyen de ne pas rester écarté de cet événement planétaire. Lénine fut alors atterré de voir à quel point ceux qui dirigeaient le *Parti bolchevik* en Russie, subissaient de plein fouet la pression de la bourgeoisie et de ses alliés mencheviks à la tête du gouvernement provisoire. Dans les premiers Soviets, les réputations mieux assises et plus connues des mencheviks leur avaient permis de se retrouver en plus grand nombre que les bolcheviks en ces premiers mois de la Révolution.

Face à la guerre

Pour la bourgeoisie, continuer la guerre contre la *Triple Alliance* allait de soi. Pour les mencheviks aussi. Et, également, pour certains bolcheviks (Voitinski). Dans le même temps, des dirigeants bolcheviks comme Kamenev et Staline se montraient tout à fait coopératifs et complaisants avec ces collaborateurs de classes. Au retour de Staline et Kamenev de Sibérie, ils écartent le 15 mars l'ancienne rédaction de la Pravda, qu'ils jugent trop « à gauche », et publient une déclaration qui en dit long : « *Tant que l'armée allemande obéit à son empereur, le soldat russe doit rester à son poste et répondre à toute balle par une balle et à tout obus par un obus. Nous ne faisons pas nôtre l'inconsistant mot d'ordre « à bas la guerre ». Notre mot d'ordre est d'exercer une pression sur le gouvernement pour le contraindre à faire une tentative dans le but de disposer tous les États belligérants à ouvrir immédiatement des pourparlers* ». Où est passé l'internationalisme prolétarien ? Cet article suscite la colère dans les usines et les quartiers prolétaires. Les militants bolcheviks du raïon de Vyborg écrivent : « *Si le journal ne veut pas perdre la confiance des quartiers ouvriers, il doit*



Alexei Rykov

porter et portera la lumière de la conscience révolutionnaire, si blessante soit elle pour les hiboux de la bourgeoisie ». Mais, lors de la Conférence des Soviets de la région de Moscou, les délégués bolcheviks se rallient encore à la résolution des mencheviks pour la guerre.

Inverser la vapeur

Lénine va alors assumer la lourde tâche d'« inverser la vapeur » au Congrès du Parti le 4 avril. Il met clairement en avant l'impossibilité d'une révolution bourgeoise en Russie, débouchant sur une « *dictature démocratique d'ouvriers et de paysans* », réalisant les tâches démocratiques de la bourgeoisie russe. Les bolcheviks s'émancipent alors de tout lien avec leurs ennemis mencheviks et bourgeois. Le prolétariat finira par leur donner raison. Il verra clairement que les bolcheviks ne sont pas seulement contre la féodalité, mais aussi contre la bourgeoisie et qu'ils sont le seul Parti dans ce cas.

L'alliance des ouvriers et des paysans

Seul contre tous les dirigeants de son parti, Lénine parviendra en quelques semaines à redresser l'orientation du parti bolchevik. Précisément parce que la ré-

volution démocratique n'était pas achevée, elle refluit déjà, de par la collaboration entre mencheviks et partis bourgeois libéraux (laquelle constituait déjà une sorte de Front Populaire avant la lettre) et seule la domination politique par une nouvelle classe pourrait la conduire à son achèvement. À l'alliance menchevik-bourgeoise, Lénine oppose l'alliance des ouvriers et des paysans sous la direction du parti bolchevik, sans attendre, comme le voulait un autre bolchevik, Rykov, que la Révolution ait lieu dans les pays industrialisés.

La décomposition de la bourgeoisie russe, alors même que la révolution démocratique n'est pas accomplie, ne laissait place qu'à une solution : la victoire du prolétariat, et pour l'achèvement des tâches démocratiques, et pour les premières mesures conduisant sur le chemin du socialisme.

Les mois suivants et, pour commencer, la tentative de coup d'État de Kornilov, puis les épreuves traversées, vont montrer à quel point les thèses d'avril s'étaient montrées indispensables et vitales.

Quelles leçons pour aujourd'hui? Toute politique de collaboration de classes et de nationalisme militariste (n'est-ce pas, messieurs Mélenchon et Hamon ?), y compris teintée d'un miroir aux alouettes comme une certaine Assemblée constituante qui s'oppose déjà, avant d'avoir vu le jour, à la méthode des masses pour contrôler leur avenir, toute cette politique est porteuse de défaites. Spontanément, le peuple de Guyane, a, ces jours ci, montré l'exemple des méthodes que les masses entendent adopter pour renverser le cours des choses.

Zdenek Zavladil,
5 avril 2017

Formation - théorie : Le marxisme face au stalinisme (VII)

La révolution trahie (1929-1933)

« Si Staline avait pu prévoir où le mènerait la lutte contre le « trotskysme », il se fût sans doute arrêté en chemin(...) Les prédictions de ses adversaires qui lui annonçaient qu'il deviendrait l'homme de Thermidor, le fossoyeur du Parti et de la Révolution lui paraissaient des jeux d'imagination »¹. Ainsi s'exprimait Trotsky, dix ans après la défaite de l'Opposition en URSS, au moment où la terreur stalinienne faisait rage. Après cette défaite, les apparatchiks croyaient venu le temps de la stabilisation. La situation intérieure les rappela vite à l'ordre.

À partir de 1928, les paysans ne sont plus disposés à livrer leur blé à l'État, qui le leur achète à des prix bien en deçà des prix industriels. Ils tendent à le stocker ou à en faire de la vodka. Ou alors, ils empruntent les circuits privés des Nepmen².

La bureaucratie se retourne contre les paysans

Aussi, après avoir accusé les trotskystes de vouloir spolier les paysans, Staline va leur déclarer une guerre de plus en plus ouverte et rompre avec la NEP, pour lui substituer un plan quinquennal de développement de l'industrie. À sa façon et avec les méthodes coercitives les plus terribles, il reprend à son compte la politique économique que prônaient les trotskystes. Certains oppositionnels s'y laissent prendre et font acte d'allégeance à Staline qui décide de battre le fer contre « la droite » du parti, incarnée par Boukharine. Le développement industriel va commencer à s'opérer au prix de la baisse des salaires et de la productivité, poussée jusqu'aux ultimes limites de l'épuisement des travailleurs. La collectivisation des terres, que l'opposition voulait opérer progressivement, va être imposée à marche forcée et au moyen de la terreur criminelle, dans des conditions catastrophiques.

La « troisième période »

À ce tournant brutal dans la politique économique, correspond une nouvelle orientation de l'Internationale qui sera celle de la « troisième période ». Schématiquement, la première période est celle de la montée révolutionnaire en Europe de 1917 à 1923. La seconde période, celle de la stabilisation. La troisième

période est supposée être, à partir de 1929, celle d'une nouvelle phase révolutionnaire mondiale, bien que la réalité soit bien plus contrastée. Cette appréciation sert de base à une orientation gauchiste et aventuriste, qui tend à isoler les partis communistes d'Europe. Cette orientation va conduire le principal parti communiste d'Europe, le KPD allemand, à la faillite totale face au nazisme. Elle rebrasse une théorie esquissée en 1925, qualifiant la social-démocratie d'aile modérée du fascisme, puis de « frère jumeau du fascisme » et enfin de « social-fasciste ».

La responsabilité de Staline dans la victoire d'Hitler

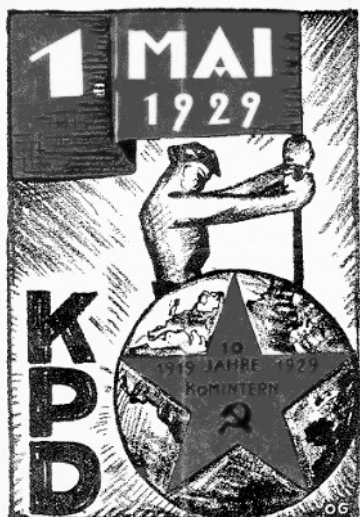
Dans les faits, cette théorie s'avérera criminelle car elle interdira le front unique socialiste-communiste contre le nazisme, selon le bon vieux principe « marcher séparément (y compris, aux élections), frapper ensemble » contre les nazis. Trotsky et ses compagnons, militant pour la réalisation du front unique de combat contre les nazis, seront à leur tour taxés de « social-fascisme ». Les chefs sociaux-démocrates se satisferont bien sûr de cette division et ne cesseront de dire aux ouvriers que le régime en place et sa police sont les derniers remparts contre le nazisme ; ils feront voter Hindenburg contre Hitler aux présidentielles, puis Hindenburg appellera Hitler comme chancelier (premier ministre) pour former un gouvernement, le 30 janvier 1933. Lorsque le parti nazi, en perte de vitesse, accède légalement au gouvernement (et non « démocratiquement»), le mouvement ouvrier est paralysé par cette division criminelle.

Il sera écrasé sans coup férir. Les dirigeants du KPD seront les victimes de la politique folle qu'ils ont défendu corps et âme.

Faillite de l'Internationale communiste

La tragédie du prolétariat allemand sonne le glas de l'Internationale communiste inféodée au Kremlin, elle consacre sa faillite comme organisation révolutionnaire. Comme le notera Trotsky plus tard, les aventuristes sont des opportunistes effrayés. En Allemagne du début des années 30, frappée par la grande dépression de 1929, l'alternative était, comme en octobre 1917 en Russie, « fascisme ou communisme ». Staline et son appareil se sont dérobés devant cette alternative qui aurait mis à l'ordre du jour les États unis socialistes d'Europe et relégué au second plan la bureaucratie du Kremlin, ordonnée autour de Staline et ses vastes privilèges. Dès lors, Staline va chercher un terrain d'accord avec Hitler pour tenter d'éviter la guerre. Contrairement à la légende, ces tentatives n'attendent pas août 1939. Nous y reviendrons. À l'intérieur, la politique de collectivisation forcée, de « liquidation des koulaks comme classe », de pillage des maigres ressources des agriculteurs, provoque la famine en Ukraine, donnant lieu à la folie et au cannibalisme. À ce moment-là, les premiers goulags sont en place, pour « soutenir » l'industrialisation à marche forcée, autant que pour briser des centaines de milliers de communistes.

Daniel Petri,
30-03-2017



1. Trotsky .04-01-1937. Œuvres. Tome 12. Page 64.

2. Couche sociale de commerçants, d'intermédiaires et d'entrepreneurs qui s'est développée à la faveur de la nouvelle politique économique (NEP).

La Commune

N° 116 (nouvelle série)

N° 173 (ancienne série)

Fondateur : Pedro Carrasquedo †
(directeur de publication 1992 - 2015)

Rédacteur en chef : Daniel Petri

Comité de rédaction : Francis Charpentier, Daniel Petri, Wladimir Susanj, Paul Dumas, Rémi Duteil, Isabelle Foucher, Jérôme Lefaure, Julie Charmoillaux, Jenofa Serbielle, Pierre-Yves Chiron, Domingo Blaya, Ada Degert, Jean-Baptiste Carrier, Mohand Kebaili.

Directeur de publication :

Jean-Baptiste Carrier

Commission paritaire en cours

Imprimerie spéciale

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti Communiste en précisant dans la préface de 1872 : « La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts. »

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV^e Internationale.



Rosa Luxemburg
(1871 - 1919)

*
* * *

« L'élément spontané joue, nous l'avons vu, un grand rôle dans toutes les grèves en masse de Russie, élément soit d'impulsion, soit d'arrêt. Cela ne vient pas de ce qu'en Russie la social démocratie est encore jeune et faible, mais de ce que, dans chaque action particulière de la lutte, interviennent une telle infinité d'éléments économiques, politiques et sociaux, généraux et locaux, matériels et psychologiques, qu'aucune d'elles ne peut se définir et se développer comme un exemple arithmétique. La révolution, lors même que le prolétariat, avec la social démocratie à sa tête, y joue le rôle dirigeant, n'est pas une manœuvre du prolétariat en rase campagne ; c'est une lutte au sein des craquements, de l'émiettement, du déplacement incessant de tous les fondements sociaux. Bref, si l'élément spontané joue dans les grèves en masse de Russie un rôle si prépondérant, ce n'est point parce que le prolétariat russe est « insuffisamment éduqué », mais parce que les révolutions ne se laissent pas diriger comme par un maître d'école. »

Rosa Luxemburg - Grèves de masse, parti et syndicats

Photo de une : Des milliers de femmes russes défilent le 23 février 1917 pour réclamer la fin de la guerre, l'augmentation des rations alimentaires et le droit de vote. Le lendemain, des ouvriers et des soldats rejoignent le mouvement. Le départ du tsar est réclamé : Nicolas II abdique le 2 mars 1917.